

LA VEILLE DES IDÉES

Semaine du 6 avril 2020



avec **Le Canal des Idées**

à rejoindre [ici](#) sur l'application Telegram



LA RÉPUBLIQUE
En Marche !

COVID-19 : EN IMMERSION DANS LA FRANCE CONFINÉE



Jérôme Fourquet et Marie Gariazzo

pour la Fondation Jean Jaurès, Le Point et l'Ifop

Publié le 23 mars 2020, mis à jour régulièrement

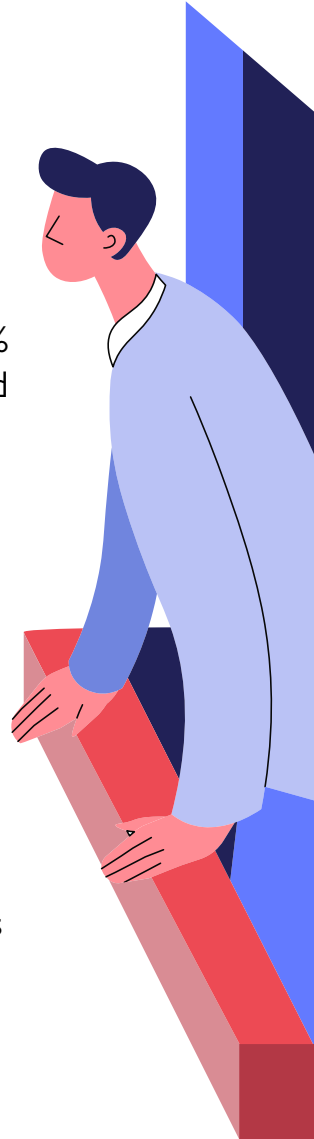
La Fondation Jean Jaurès lance avec le journal Le Point et l'Ifop un dispositif inédit pour suivre un groupe de 30 Français dans leur vie quotidienne en cette période de confinement.

Dans cette deuxième étape de consultation, **le comportement des participants témoigne d'une angoisse grandissante**. Ces résultats sont comparables à des sondages nationaux indiquant que 81 % des Français ont éprouvé la peur de perdre un proche du fait du virus et 62 % de perdre eux-mêmes la vie. Cette peur de mourir culmine dans le Grand Est, région la plus touchée (69 %), mais est également présente dans des proportions impressionnantes en Bretagne (54 %) ou en Pays-de-la-Loire (58 %), régions encore plutôt préservées. Pour les auteurs, ces résultats se rapprochent d'un état de l'opinion en période de guerre. Face à cet ennemi invisible, **la tendance générale au sein des participants est au respect des règles en matière de confinement et des gestes barrières**. Certains des sondés de l'étude appliquent même les gestes barrières de façon quasi-obsessionnelle, car ils sont vus comme seul moyen d'agir à son niveau pour diminuer les risques.

Après plus d'une dizaine de jours de confinement, le désir de s'informer sur la situation est toujours présent au sein du groupe. Toutefois, certains participants ont décidé de couper avec le flux médiatique jugé anxiogène, ne s'attardant plus sur les polémiques ou les réseaux sociaux. Désormais, **l'attitude générale est à la prise de recul sur la sortie de crise et ses conséquences**.

En guise de signal politique, l'étude montre que les participants sont désormais bien plus nombreux à **critiquer l'impréparation de notre pays et à pointer la responsabilité de l'exécutif**. Les sondages nationaux présentent des résultats similaires, avec plus que 26% des Français pensant que le gouvernement a agi assez rapidement contre 59% fin janvier.

Enfin, les auteurs relèvent que de plus en plus de participants se questionnent sur la place et le statut de la France dans le monde.



2 OSONS DES DÉCISIONS DE RUPTURE



Laurence Scialom et Baptiste Bridonneau pour Terra Nova
Publié le 2 avril 2020

Dans son discours du 12 mars dernier, le président de la République déclarait que « **les prochaines semaines et les prochains mois nécessiteront des décisions de rupture** ». Dans cet esprit, Laurence Scialom, Professeure à l'université Paris Nanterre et Baptiste Bridonneau, Doctorant à l'université Paris Nanterre proposent pour Terra Nova plusieurs pistes de politiques économiques pour sortir de la crise :

- Mettre en place un « **quantitative easing for people** », avec une création monétaire au bénéfice de la population
- **Annuler des dettes publiques détenues par la BCE en échange d'investissements bas carbone de la part des états** (la BCE détenant jusqu'à un tiers du volume de dette de chaque pays)
- **Conditionner le sauvetage des banques à des mesures écologiques et de stabilité financière** : mise en place d'une taxonomie des actifs contribuant au réchauffement climatique, prise en compte des actifs polluants dans le ratio de capital pondéré par les risques, mise en place de ratios de levier sectoriels limitant l'endettement sur des secteurs polluants

3

QUELLE RÉPONSE NUMÉRIQUE À LA CRISE DU COVID-19 ?



Matis Cohen et Simon Matet pour pour Terra Nova
Publié le 3 avril 2020

Pour le think tank Terra Nova, la crise sanitaire a transformé **le numérique en un élément fondamental de continuité sociale, économique et administrative**. Dans le même temps, cet événement dévoile nos faiblesses dans la continuité de service, les outils qui ne répondent pas aux besoins, les problèmes de saturation liés au nombre de connexions. **La crise exacerbe aussi les conséquences des inégalités d'accès au numérique.**

Après avoir décrit les différentes utilisations du numérique pendant cette crise (dispositifs de modélisation d'épidémie, outils de conseils aux individus, dispositifs de contrôle et de suivi des malades), les auteurs proposent, pour sortir efficacement de la crise, de :

1. **Créer une nouvelle autorité administrative indépendante à côté de la CNIL** en charge d'encadrer et contrôler les dispositifs et les algorithmes utilisés dans la sortie de crise. Cette autorité permettra d'instaurer un climat de confiance qui augmentera le taux de recours à ces solutions ;

2. **Créer une application 'hub' pour lutter contre le coronavirus**. Véritable engagement citoyen, cette application volontaire regrouperait un ensemble de services : autodiagnostic et suivi médical, annuaire des plateformes d'entraide, etc. ;

3. **Permettre des dispositifs de contrôle numérique volontaires** avec une application de suivi du confinement personnalisée et une application de digitalisation de l'autorisation de sortie.

VERS UN PLAN DE RELANCE ? TIRONS LES LEÇONS DE 2008



Quentin Perrier pour l'Institute for Climate Economics

Publié le 1^{er} avril 2020

Quentin Perrier analyse pour l'Institute For Climate Economics (I4CE) le plan de relance économique qui a suivi le krach de 2008 et en tire des implications environnementales pour **construire une relance verte à la fin de la crise sanitaire**. L'auteur montre d'abord que le plan de relance français de 2008 consistait en des mesures budgétaires et fiscales : soutien à la trésorerie des entreprises, subventions de secteurs particulièrement exposés aux effets de la crise économique (logement et automobile), mesures de soutien à l'emploi et au revenu des ménages les plus modestes (mise en place du RSA...). Toutefois, la majeure partie des investissements n'a pas été orientée vers des secteurs verts.

Face à ce constat, l'auteur propose d'**orienter les financements d'un plan de relance post Covid-19 vers des secteurs bas-carbone et de les conditionner à des critères environnementaux**. Il montre que certaines mesures peuvent rapidement être activées, comme la rénovation thermique des bâtiments – et particulièrement les bâtiments publics –, tandis que d'autres secteurs souffrent de délais. Ces dernières années, la rapide montée en puissance des travaux de rénovation (avec un triplement en trois ans des dossiers traités par l'ANAH), de l'installation d'énergies renouvelables ou encore des travaux publics de transports en commun incarnent, selon l'auteur, des secteurs clés pour un plan de relance.

LES MÉDIAS FACE À LA CRISE DU CORONAVIRUS



Antoine de Tarlé pour Telos

Publié le 2 avril 2020

Antoine de Tarlé, ancien président de Ouest France Multimédia et ancien enseignant à l'École de journalisme de Sciences Po, analyse pour la plateforme Telos l'impact de la crise sur le secteur. Selon lui, **la crise actuelle va accélérer la numérisation des médias**, l'audience des supports numériques ayant fortement augmenté (+50% en France, +140% en Italie). Si cette augmentation est logique en période de confinement, l'auteur affirme que la crise cause une chute brutale des recettes de publicité qui représentent encore environ un tiers des recettes de la presse quotidienne et la totalité des ressources des télévisions et des radios privées - si bien que l'augmentation de l'audience ne se traduira pas par un accroissement des recettes. **Il prédit donc la disparition de certains titres.**

Par la suite, Antoine de Tarlé montre que la crise a un impact encore plus profond sur la nature et la qualité de l'information :

- **La fidélité de l'information est mise à mal** à cause des difficultés à se déplacer sur le terrain ;
- **Le sujet du coronavirus monopolise l'antenne au détriment d'autres informations importantes ;**
 - Les réseaux sociaux, notamment Facebook, retrouvent une place centrale comme plateforme d'information, avec une augmentation de 50% du trafic ;
 - Les grands médias tirent leur épingle du jeu, avec des audiences qui doublent ou triplent.

6 SOLIDARITÉ DANS LA ZONE EURO : COMBIEN, POUR-QUOI, JUSQU'À QUAND ?



Sofia FERNANDES, Eulalia RUBIO

pour l'Institut Jacques Delors

Publié le 3 avril 2020

L'institut Jacques Delors propose de redécouvrir un Policy Paper publié en 2012, au plus fort de la crise des dettes souveraines. Le rapport présente les différents fondements de la solidarité interétatique entre les États membres de l'UE, puis se concentre ensuite sur débats relatifs à la solidarité et à la coordination qui ont eu lieu au moment de la création de l'Union Économique et Monétaire (UEM) en proposant un rappel des manières dont elles ont été mises en œuvre.

S'appuyant sur ces analyses, la partie 4 introduit des réflexions et des propositions sur le type et le degré de solidarité nécessaires pour sortir d'une crise économique similaire à celle induite par le Covid-19. Les auteurs indiquent :

- En cas de crise économique de l'espace économique et monétaire, les pays **les plus riches de l'UEM doivent aider ceux les plus en difficulté**;

- Cet effort de solidarité doit être global et comprendre **la stabilisation les marchés de la dette** (par une « dissuasion » crédible, comme une émission d'euro-obligations, qui se rapprocherait de « coronabonds » dans notre situation) que des actions pour aider les membres les plus faibles de l'UEM à relancer leur économie ;

- Le plan de solidarité temporaire ne doit pas se transformer en une « union de transfert » permanente, dans laquelle les membres les plus riches abreuvent régulièrement de fonds les économies plus pauvres. Il est donc nécessaire de **repenser la conditionnalité des fonds de cohésion et des fonds structurels de l'UE** ;

- Enfin, l'UEM résisterait mieux à de nouvelles crises si elle disposait d'un **mécanisme d'assurance pour protéger ses membres contre le risque de crise de liquidités et un fonds d'assurance garantissant les dépôts bancaires** (financé par les banques et garanti par les pays).

7 COMMENT VIKTOR ORBAN A FAIT DU COVID-19 UNE ARME POLITIQUE ?



Stefano Bottoni pour l'Institut Montaigne

Publié le 3 avril 2020

Stefano Bottoni, expert de la Hongrie post-soviétique, analyse pour l'Institut Montaigne l'évolution préoccupante de la situation dans le pays depuis **le vote d'une loi permettant au premier ministre de gouverner par décret pour une durée indéterminée.**

Dans un premier temps, début mars, le gouvernement hongrois semblait prendre l'épidémie à la légère et axait sa communication sur la responsabilité étrangère dans la propagation du virus. Dans un second temps, le gouvernement a commencé à instaurer des mesures d'endiguement à l'échelle nationale mi-mars, tardant toutefois à imposer un confinement ou une distanciation sociale. Rapidement débordé par les cas, Orbán a souhaité incarner un rôle de commandant en chef et a octroyé, entre le 16 et le 20 mars, un pouvoir décisionnel à onze «groupes opérationnels» en charge d'un large éventail de questions publiques concernant la pandémie. L'une des mesures les plus importantes fut de **permettre aux militaires de s'emparer et de prendre le contrôle de plus de cent «entreprises stratégiques»**, qu'il s'agisse d'entreprises hongroises ou de multinationales opérant en Hongrie.

Le 30 mars, enfin, le Parlement hongrois a adopté une loi d'habilitation permettant la transformation des décrets d'urgence en une nouvelle norme juridique, et de rendre le gouvernement non responsable et potentiellement inatteignable. Pour l'auteur, cette enchaînement d'événement est le signe que Viktor Orbán a profité de la crise sanitaire et économique pour minimiser les chances d'un changement de système - soit par des élections, soit par un coup d'État interne. Enfin, **selon les sondages d'opinion, une majorité écrasante de la population hongroise soutient la stratégie du gouvernement et approuve l'idée qu'une période exceptionnelle nécessite la prise de mesures non conventionnelles.**

● RESSOURCES

LECTURE



Les « Tracts de crise »

Les *Tracts Gallimard* sont une collection de brefs essais d'écrivains, de philosophes et d'intellectuels sur l'actualité, publiée par les éditions Gallimard. Chaque jour durant cette période de confinement, Tracts publie, sous forme numérique, les « Tracts de crise », des textes brefs et inédits de ses auteurs. Ils sont proposés gratuitement, en téléchargement ou en consultation.

MULTIMÉDIA



Le meilleur de l'Europe

En cette période de confinement, la Fondation Robert Schuman vous apporte le meilleur de l'Europe : documentaires gratuits, visites virtuelles de musées, concerts, kits pour vous et vos enfants, etc. Tous les 3 jours, la fondation publie d'autres surprises européennes à partager. À consommer sans modération !

● ÉVÉNEMENTS

7 AVRIL 2020 - 16H00

Conséquences de la crise sanitaire sur la coopération internationale



Le German Council on Foreign Relations organise une conférence participative afin d'aborder l'impact de la crise sanitaire sur les activités de maintien de la paix, en présence de Birgit Loesser, commandant des opérations civiles pour le Service européen pour l'action extérieure et Daniel Maier, membre de la cellule de planification stratégique de la mission des Nations Unies en République Démocratique du Congo.

7 AVRIL 2020 - 14H00

Webinar - Réponses fiscales européennes à la crise du coronavirus



Le Centre for European Policy Studies organise un webinar pour débattre des implications fiscales des diverses mesures de soutien économique prises par les États-membres européens face à la crise sanitaire. Sander van Veldhuizen du bureau néerlandais d'analyse des politiques économiques, Giuseppe Pisauro, président du cabinet parlementaire du budget italien, Esther Gordo, membre de l'autorité fiscale espagnole et Daniel Gros, économiste, discuteront avec les internautes des enjeux tant nationaux qu'euro-péens de cette situation économique inédite.